

Burundi : motos-taxis, vélos-taxis et tuk-tuks désormais bannis de Bujumbura

@rib News, 21/03/2022 - AFP Les vélos-taxis, motos-taxis et tuk-tuks, moyens de transport populaires accusés d'être responsables de la majorité des accidents mortels, sont interdits depuis lundi dans l'essentiel de la capitale économique du Burundi, Bujumbura, a annoncé le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique.

"La mesure de respect du nouveau périmètre interdit d'accès aux tricycles, motos et vélos taxis au centre de la ville de Bujumbura entre bel et bien en vigueur à partir de ce lundi 21 mars 2022", a déclaré dimanche sur Twitter le ministre.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

"GARE AUX CALCITRANTS", a-t-il également prévenu dans un message tout en majuscules, destiné aux conducteurs de cette mesure très impopulaire, critiquée sur les réseaux sociaux et les médias indépendants. Lundi dès l'aube, de nombreux policiers armés étaient postés sur les différents axes qui donnent accès à la zone interdite, ont témoigné l'AFP une source administrative locale et des témoins. Jusqu'ici, ces quelque 20.000 véhicules à deux ou trois roues avaient accès à tous les quartiers de Bujumbura, de loin la plus grande agglomération du pays (1,2 million d'habitants), à l'exception du centre-ville. La nouvelle mesure ne leur donne plus accès qu'à quelques secteurs de sa périphérie. Mifvier, le ministre de l'Intérieur, le général Gervais Ndirakobuca, les avaient accusés d'être responsables de la "majorité des accidents de la route qui ont fait 1.300 morts et 1.970 blessés entre janvier 2021 et janvier 2022. Les deux-roues à usage privé sont également interdits à l'exception des motos à plaque officielle ou appartenant à la police. Plus de 600.000 personnes utilisent chaque jour ces moyens de transport, dans une ville où la desserte des quartiers par les transports publics est parcellaire. Clients et conducteurs, souvent de jeunes hommes venus de régions rurales et dont c'est l'unique gagne-pain, seront donc impactés. "Ces moyens de transport alternatifs transportaient normalement de personnes chaque jour, les vélos servent également à approvisionner la ville en lait, légumes et charbon, les tricycles livrent en produits les petits marchés et les boutiques", a commenté un économiste ayant requis l'anonymat. La décision va "avoir des conséquences catastrophiques parce qu'elle met à la rue plusieurs dizaines de milliers de conducteurs", a-t-il ajouté. En une semaine, plusieurs milliers d'entre eux ont déjà regagné les zones rurales, selon la presse locale. Le Burundi est le pays le plus pauvre au monde en PIB par habitant, à moins de 240 dollars en 2020, selon la Banque mondiale.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});